EN UN COUP D'ŒIL

NOS PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2016*

175

changements de politique et/ou législatifs à l'appui ou à la défense de la SDSR et de l'égalité des genres auxquels des actions de plaidoyer de l'IPPF ont contribué

182,5 millions

de services de santé sexuelle et reproductive dispensés

5,8 millions non désirées évitées[†]

1,5 million non sécurisés évités†

QUI SOMMES-NOUS

La Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) est un prestataire de services mondial et un défenseur de premier plan de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour tous. Nous sommes un mouvement à l'échelon mondial d'organisations nationales qui œuvrent avec et pour les communautés et les individus.



164 associations membres et partenaires collaborateurs dans six régions

UNIS ET PERFORMANTS

7 bureaux du Secrétariat dans 12 endroits

31000 employés dans l'ensemble de la Fédération

86 % des associations membres comptent au moins un jeune au sein de leur conseil d'administration

de nos financements sans restriction ont bénéficié à des associations membres dans les pays dont les besoins de santé sexuelle et reproductive sont les plus grands

des revenus locaux générés par les associations membres issus de l'entreprise sociale



AUTONOMISATION DES COMMUNAUTÉS ET AU SERVICE DES POPULATIONS

59,6 millions de personnes ont reçu des services dispensés

10%

Injectables

Implants

par les associations

membres de l'IPPF

1%

Autres moyens

contraceptifs

10%

Contraception

chirurgicale volontaire

points de prestation

appartenant à l'IPPF

de service



11 %

Préservatifs

Pilules contraceptives

de CAP provenant

courte durée d'action

de méthodes à

de CAP grâce à

des méthodes à

action prolongée

et permanente

64%

14%

% 0

Dispositifs intra-utérins

Jeunes



les drogues



du sexe

18,8 millions

de couples-années

de protection[‡]





avec le VIH



déplacées





genre et de

sexualité divers

251 millions

5.8 millions

1,5 millions

non sécurisés évités†

28,1 millions

un programme d'ESI

112,4 millions

de qualité assurée

de jeunes ont complété

d'avortements

non désirées évitées[†]

de grossesses

de préservatifs distribués



Survivants de violence basée

Personnes

handicapées

respectent, protègent et répondent aux droits sexuels et reproductifs et à l'égalité des genres

gouvernements

TABLEAU DE BORD

DES RÉSULTATS, 2016

175 initiatives de politiques réussies et/ou de changements législatifs à l'appui ou à la défense de la SDSR et de l'égalité des genres auxquels des actions de plaidoyer de l'İPPF ont contribué

un programme d'éducation sexuelle intégrée (ESI) de qualité assurée

de jeunes ont complété

28,1 millions

d'action pour

1 milliard

de personnes en ce qui

concerne leur santé

et leurs droits sexuels

et reproductifs

661

groupes de jeunes/femmes ont adopté des actions publiques de soutien en matière de SDSR en faveur desquelles l'engagement de l'IPPF a contribué

112,4 millions de personnes touchées avec des messages positifs en SDSR

(selon les estimations)

2 milliards de services intégrés de qualité de santé sexuelle et reproductive dispensés par l'IPPF et nos partenaires

145,1 millions

130,4 millions

de dollars de revenus générés par le Secrétariat de l'IPPF

Fédération hautement

performante, unie,

responsable et rendant

des comptes

18,8 millions

de couples-années de protection

291,2 millions de dollars de revenus générés localement par les associations membres bénéficiaires des subventions non restreints

6,3 millions[§]

d'utilisateurs pour la première fois de méthodes de contraception modernes

6% des fonds non restreints de l'IPPF ont été utilisés pour subventionner les associations membres à travers un système de financement axé sur la performance

des clients de l'IPPF recommanderaient nos services à des parents ou amis

de volontaires pour l'IPPF

37,4 millions de services SSR facilités

10,2 millions d'activistes pour l'IPPF

Si vous souhaitez apporter votre soutien au travail de l'IPPF ou de l'une de nos associations membres au moyen d'une contribution financière, veuillez visiter notre site web www.ippf.org ou contacter le Bureau Central de l'IPPF à Londres, au Royaume-Uni.

Publié en juillet 2017 par International Planned Parenthood Federation

4 Newhams Row London SE1 3UZ e-mail Royaume-Uni

tél +44 (0)20 7939 8200 web info@ippf.org twitter

Œuvre de bienfaisance britannique enregistrée sous le n° 229476

182,5 de personnes touchées avec des messages positifs millions en SDSR 71,9 millions 110,6 millions 41% de services de services de services de nos services sont de santé sexuelle non-contraceptifs contraceptifs dispensés à des jeunes et reproductive dispensés dispensés de moins de 25 ans dispensés 3,2 millions de personnes ont reçu des services de SSR dans des 1,8 million 4.8 millions situations de crise humanitaire Soutien psychologique 20 50 100 25,1 millions 42 millions 1,7 million Services Santé maternelle Services liés au VIH urologiques et infantile gynécologiques (y compris les IST) 27 860 4 256 14 286 67% 84%

* Parce qu'ils ont été arrondis, il est possible qu'une fois additionnés, † Le nombre de grossesses non désirées et d'avortements à risque les chiffres qui figurent dans ce document ne correspondent pas évités est estimé en utilisant le modèle d'Impact 2 (version 4) de aux totaux indiqués, et que les pourcentages ne reflètent pas les

rural ou

péri-urbain

sont en milieu de nos points de prestation

de service sont des distributeurs

basés dans la communauté

de protection contraceptive fournie à un couple

‡ Le couple-année de protection (CAP) mesure le nombre total d'années § L'IPPF ne rend compte du nombre d'utilisateurs pour la première fois

installations cliniques

l'IPPF pour fournir des

sont soutenues par

services de SSR

de méthodes de contraception modernes que pour les 59 pays cibles de FP2020, conformément à notre engagement publié d'atte 60 millions d'utilisateurs pour la première fois entre 2012 et 2020.

partenaires publics et

produits contraceptifs

privés reçoivent des

de l'IPPF

À LA DÉFENSE DE DROITS

RÉSULTATS DE PLAIDOYER, 2016

Les actions de plaidoyer de l'IPPF créent un environnement favorable à l'augmentation de l'accès aux services, à la promotion des droits sexuels et de l'égalité des sexes, et à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. L'IPPF change la vie de millions de personnes en contribuant à des changements de politiques et législatifs qui soutiennent la santé et les droits reproductifs et bloquent tout changement potentiellement néfaste.

changements de politique et/ou législatifs à l'appui ou à la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs

Asociación Dominicana Pro-Bienestar de la Familia (Profamilia)

En 2016, le Sénat de la République dominicaine a approuvé des modifications du code pénal qui criminalisait l'avortement en toutes circonstances. Profamilia, en tant que co-coordinateur d'une coalition nationale, a mobilisé ses 85 membres et mené une campagne sur les réseaux sociaux enjoignant le président à opposer son veto à cette révision. Profamilia a témoigné devant le Sénat, participé à des émissions à la radio et à la télévision, envoyé une lettre ouverte au président et diffusé une étude sur l'avortement. Le président a opposé son veto à la révision du code pénal et présenté une proposition de projet au Congrès qui dépénalise l'avortement dans trois types de circonstances

Riksförbundet För Sexuell Upplysning – Suède (RFSU)

La RFSU plaide depuis des années pour que les femmes célibataires en Suède puissent recevoir un traitement de fécondation in vitro financé par l'État. L'association a rencontré des représentants du ministère de la Santé et des membres de tous les partis politiques pour discuter de l'importance de donner aux femmes célibataires le même accès que celui offert à celles en couple. Début 2016, le Parlement suédois a adopté une loi qui accorde aux femmes sans partenaire les mêmes droits qu'aux couples, qui bénéficient habituellement de trois séries de gratuité des soins dans des hôpitaux publics.

Family Planning Association of Albania (FPAA)

En partenariat avec l'Alliance albanaise contre la discrimination des LGBT, la FPAA a passé des années à prôner des politiques favorables à la diversité sexuelle et du genre. L'association a rencontré des parlementaires et d'autres membres du gouvernement, organisé des rassemblements et mené des consultations concernant le projet de plan d'action sur les LGBT. Le plan et son budget de mise en œuvre qui l'accompagne ont été approuvés en 2016 et se concentrent sur l'amélioration de la législation, l'élimination de toutes les formes de discrimination et l'amélioration de l'accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé, au logement et aux sports.

Society for Health Education

Aux Maldives, la nouvelle loi sur l'égalité entre des genres vise à éliminer la violence sexuelle et la violence basée sur le genre, la discrimination selon le genre et le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. L'association membre des Maldives, SHE, a participé à des réunions sur le plan national, a apporté une contribution technique et partagé ses connaissances sur la santé des femmes vulnérables à toutes les étapes de la rédaction du projet de loi. L'association a également sensibilisé le public à l'importance de promouvoir le leadership des femmes et l'égalité des chances entre les sexes, ainsi qu'à la nouvelle loi à proprement parler.

changements régionaux

égion Asie du Sud de l'IPPF

En amont de la Conférence ministérielle de l'Asie sur la réduction des risques de catastrophe de 2016, le bureau Région Asie du Sud de l'IPPF et le Programme humanitaire ont participé à des réunions, contribué à des groupes de travail technique sur l'égalité entre des genres et la santé, et œuvré avec divers pays en vue de recueillir du soutien pour la santé sexuelle et reproductive et les droits dans des situations de crise humanitaire. Tous ces efforts ont contribué à la référence dans le document final au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, qui souligne l'importance d'assurer l'accès universel à des services de santé sexuelle et reproductive, à la prévention et à la répression de la violence sexuelle et la violence basée sur le genre et au leadership

changements mondiaux

Instituto Peruano de Paternidad Responsable (INPPARES)

INPPARES a coordonné l'Alliance pour l'éducation sexuelle au Pérou et y a participé, qui a dirigé la campagne prônant l'inclusion de l'éducation sexuelle intégrée dans le cursus scolaire. Avec des partenaires, INPPARES à rencontré des représentants du gouvernement, organisé des conférences et publié des dossiers techniques destinés à sensibiliser les décideurs et le public. En 2016, le ministère de l'Éducation a approuvé un programme scolaire révisé qui intègre explicitement l'éducation sexuelle intégrée, l'égalité du genre et la diversité sexuelle et du genre.

Association Sénégalaise pour le Bien-Être Familial (ASBEF)

Quatre associations membres africaines: celles du Nigeria, du Sénégal, du Togo et de l'Ouganda, ont travaillé avec leur gouvernement pour accroître les fonds consacrés à la contraception. Au Sénégal, l'ASBEF a réalisé un court-métrage sur l'accès à la pilule contraceptive par voie orale et à des contraceptifs injectables et a publié une fiche d'information sur les progrès réalisés par le Sénégal à tenir ses engagements envers FP2020. L'ASBEF a également rencontré des parlementaires pour discuter de l'importance de la sécurité contraceptive. C'est à la suite de ces actions que le ministère de la Sante a donne son accord a l'augmentation de 50 % de son budget pour l'achat de contraceptifs.

ıdan Family Planning Association

Une révision du code pénal du Soudan criminalise la pratique des mutilations génitales et prévoit des sanctions pour leurs auteurs, y compris la perte du permis d'exercice médical, une peine de prison et/ou une amende. Ce changement important est l'aboutissement du travail de collaboration entre la SFPA et des coalitions, l'UNICEF, le ministère des Affaires sociales et d'autres partenaires en vue d'influencer les décideurs pour criminaliser ces pratiques. La SFPA a effectué une campagne sur les médias sociaux pour sensibiliser le public aux dangers de cette pratique et le convaincre qu'il fallait cesser d'y voir là une norme culturelle.

Indonesian Planned Parenthood Association

Début 2016, un fonds a été établi en Indonésie pour permettre aux femmes enceintes habitant dans des zones reculées d'avoir accès à des installations sanitaires et à un logement. Le fonds était toutefois limité aux femmes inscrites auprès du régime national d'assurance maladie nationale, dont le déploiement commencé en 2014 s'achèvera en 2019. L'IPPA a travaillé aux côtés de la coalition nationale pour la santé maternelle, néonatale et infantile à convaincre le ministère de la Santé de réviser les modalités d'octroi du fonds. À l'issue de ces efforts, le ministère a affecté des fonds supplémentaires pour prendre en charge les 900 000 femmes enceintes qui ne sont toujours pas enregistrées dans le système d'assurance maladie.

IPPF (monde)

Lors de la réunion de haut niveau sur le sida, les États membres des Nations Unies ont ratifié une déclaration qui reflète une approche fondée sur les droits à l'éducation sexuelle fondée sur des bases factuelles et qui adopte un langage plus progressif que la précédente déclaration de 2011. L'IPPF a confié à un groupe de représentants issus de 10 États membres la charge d'organiser le travail, de coordonner les messages et de déterminer qui proposerait quel type de libellé lors des négociations. À l'issue de ces efforts, la déclaration de 2016 fait mention des populations clés, des droits de l'homme et de la réduction des méfaits et a supprimé toute référence à l'abstinence et à la fidélité. Cette déclaration ouvre la voie pour la prochaine phase de la lutte contre l'épidémie de sida tant aux niveaux

CHANGEMENTS POLITIQUES ET LÉGISLATIFS, PAR THÈME, 2016

Promotion des droits sexuels et reproductifs



Budget consacré aux SSR, contraception incluse



Éducation et services destinés aux jeunes







Accès à un avortement sans risque et légal



Accès à la contraception



Empêcher la violence sexuelle et la violence basée sur le genre



Promotion de l'égalité entre les sexes



Promotion de la diversité sexuelle et du genre







Priorité donnée à la SSR dans des situations de crise humanitaire



Soutien aux personnes vivant avec le VIH

